

# Attraction réciproque

Collectivités et entreprises à la recherche d'un intérêt bien compris.



En période de crise, les régions redoublent d'efforts pour séduire les entreprises, synonymes de vitalité économique et d'emplois. Aux entreprises d'en profiter.

Choisir la bonne implantation, un élément décisif pour une entreprise, et tout aussi complexe, tant les critères sont multiples. Fiscalité, aides financières, bassin d'emploi, qualification et coût de main d'oeuvre, potentiel de marché, etc. C'est pourquoi les collectivités, elles-mêmes tout autant

intéressées à voir s'établir et se regrouper les entreprises en pôles de compétence, pratiquent désormais un véritable marketing territorial. Et mettent en avant leurs infrastructures, leurs structures d'accueil, leur qualité de vie, mais aussi, si ce n'est surtout, leurs subventions et leur défiscalisation.

Par Camille Foucard

Investir et choisir une implantation n'est jamais le métier d'une entreprise selon les experts. Il s'agit néanmoins d'une décision majeure sur le long terme dont les enjeux peuvent s'avérer décisifs. "Un projet d'implantation répond à une nécessité. Mais l'entreprise n'est pas forcément bonne en géographie, et ne connaît pas l'offre des différents territoires", constate Isabelle Parisot, directrice générale de Regional Partner. Pourtant, pour le porteur de projet, le choix d'implantation de la future entreprise est déterminant pour sa réussite et sa viabilité. Dans toute décision d'implantation, et de sélection d'un site, il est nécessaire de pren-

blée des chambres françaises de commerce et d'industrie (ACFCI), Catherine Mercier, pour qui l'entreprise n'est jamais "hors-sol". "Les entreprises créent de la richesse et de l'emploi, il faut donc leur donner des raisons de venir s'installer", ajoute-t-elle. Chaque année, on estime entre 800 et 1 200 le nombre de projets d'investissements réalisés sur le territoire français. Selon le cahier des charges de l'entreprise, s'offre à elle un éventail de possibilités pour s'implanter dans l'une des vingt-deux régions hexagonales... Pour le spécialiste de l'archivage et de la gestion de documents Locarchives qui dispose à ce jour de six sites différents

vent ainsi accorder de 4 000 à 1 500 euros par an pour l'embauche d'un jeune de moins de 26 ans, à qui l'entreprise offre une formation qualifiante en interne. Mais leur intervention ne se limite pas aux jeunes. Et toute société de moins de 250 salariés qui crée un poste de cadre spécialisé dans le développement durable peut ainsi se tourner vers elles pour obtenir un coup de pouce de 20 000 à 40 000 euros. Dans un environnement économique mouvant, les entreprises ont besoin de consolider le présent et de préparer l'avenir en activant tous les leviers de financement. C'est à ce titre que de nombreuses aides et subventions publiques existent dans les domaines des ressources humaines, de l'innovation, de l'investissement, de la fiscalité... Au-delà des aspects chiffrés et qualitatifs de ces leviers financiers, leur obtention nécessite un investissement important en temps de la part de l'entreprise. En effet, les dossiers d'éligibilité à ces aides et subventions publiques sont parfois complexes et nécessitent un réel suivi. "Le projet de financement doit être soigneusement étudié pour être argumenté avec pertinence puisque le dossier constitué devra satisfaire aux critères d'attribution des aides et subventions", rappelle Carole Attal. Il s'agit effectivement de convaincre pour obtenir une aide, définie dans un cadre précis. Si une entreprise industrielle dont le projet est innovant devient potentiellement éligible pour bénéficier d'une subvention du conseil régional pouvant représenter jusqu'à 15 % de son investissement, d'autres secteurs d'activité misent davantage sur les compétences humaines pour as-

prises, les aides disponibles à l'implantation ne peuvent pas pour autant être déterminantes. Le choix d'une région est avant tout lié à un potentiel de marché, un potentiel humain ou bien à des avantages au niveau des coûts. Les aides financières permettent de soulager l'investissement initial, mais ne peuvent pas payer les salaires. A long terme, le plus important reste les coûts d'exploitation pour l'entreprise. Locarchives confirme : "Notre activité requiert de grandes surfaces et des sites de nature industrielle sécurisés, nous menons donc une politique d'investissement et d'acquisition. Dans ce modèle économique, la disponibilité foncière et le coût du projet immobilier sont des critères déterminants." Le directeur de l'entreprise, Xavier Berloti, précise qu'une nouvelle implantation est décidée avant tout en fonction de la localisation géographique de

### Investir et choisir une implantation n'est jamais le métier d'une entreprise

dre en compte la proximité du marché et des fournisseurs ou prestataires éventuels ; la disponibilité, la qualité et le coût de la main-d'oeuvre ; les coûts, disponibilité et flexibilité en termes d'immobilier et d'infrastructures ; l'accessibilité d'un site à différentes échelles (internationale, nationale et locale) ; l'environnement économique local ; l'adéquation avec la culture de l'entreprise... Autant de facteurs stratégiques indispensables à la réussite du projet. "La relation au territoire est très forte au moment de l'implantation d'une entreprise, c'est alors que se crée un lien structurel entre les deux d'où naîtra une communauté de destin", souligne la directrice des politiques territoriales de l'Assem-

blée des chambres françaises de commerce et d'industrie (ACFCI), Catherine Mercier, pour qui l'entreprise n'est jamais "hors-sol". "Les entreprises créent de la richesse et de l'emploi, il faut donc leur donner des raisons de venir s'installer", ajoute-t-elle. Chaque année, on estime entre 800 et 1 200 le nombre de projets d'investissements réalisés sur le territoire français. Selon le cahier des charges de l'entreprise, s'offre à elle un éventail de possibilités pour s'implanter dans l'une des vingt-deux régions hexagonales... Pour le spécialiste de l'archivage et de la gestion de documents Locarchives qui dispose à ce jour de six sites différents

### Compétentes pour développer l'emploi sur leur territoire, les régions sont aujourd'hui les premières pourvoyeuses d'aides

sation de subventions. "De nombreuses aides et subventions existent, mais elles sont pour la plupart méconnues des entreprises et les procédures pour y accéder peuvent s'avérer complexes", constate-t-elle.

#### Un maquis d'aides publiques

Compétentes pour développer l'emploi sur leur territoire, les régions sont aujourd'hui les premières pourvoyeuses d'aides. Les montants accordés – et surtout les conditions de l'octroi – varient selon les priorités budgétaires fixées par chaque conseil régional. "Et les régions les plus généreuses ne sont pas forcément celles où la situation économique est la plus dégradée - Rhône-Alpes et Auvergne pointent en tête", observe Carole Attal. Les régions peu-

surer leur développement. Dans une démarche d'investissement sur le long terme et de recrutement de jeunes diplômés, l'entreprise s'engage à les former au monde de l'entreprise et aux spécificités métiers au travers d'un parcours d'intégration et de formation. En contrepartie, des aides et subventions peuvent être levées selon la région où l'entreprise s'établit et selon les profils concernés.

#### Les subventions ne sont pas tout

"La création d'emplois est le premier critère d'allocation de subventions des régions", note Carole Attal du cabinet Ad Consultem. Pourtant, si les territoires mobilisent des moyens financiers et humains pour dynamiser leur économie et attirer les entre-



"De nombreuses aides et subventions sont méconnues des entreprises et les procédures pour y accéder peuvent s'avérer complexes", Carole Attal, Ad Consultem.

ses clients, afin d'optimiser l'opération économique. Enfin le bassin d'emploi à proximité entre également dans le champ des motivations, pour Locarchives qui recrute chaque année de nouveaux collaborateurs. Pour certaines entreprises, la proximité des clients est un argument souvent décisif au même titre que la proximité géographique par rapport à Paris, rendue possible par des moyens de transport performants qui permettent de raccourcir les distances (TGV, avion).

#### Qualité de vie, coût de main d'oeuvre, turn over

Par ailleurs, le choix d'une implantation peut éga-



"La relation au territoire est très forte au moment de l'implantation d'une entreprise, c'est alors que naît la communauté de destin", Catherine Mercier, Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie.